



Esch-sur-Alzette, le 30 SEP. 2015

Arrêté N° : 1/15/0040

LA MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu l'arrêté ministériel N° 1/98/0145 du 12 mars 2001, délivré par le ministre ayant dans ses attributions l'environnement, tel que modifié par la suite, autorisant l'entreprise MIPA S.A. à exploiter une imprimerie d'héliogravure pour l'impression d'emballage de denrée alimentaire d'une capacité de fabrication maximale annuelle de 86.000.000 m² à Rodange ; arrêté émis au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

Vu le règlement grand-ducal du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés ;

Vu la loi du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles ;

Considérant que l'article 6, point (3), de la loi du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles dispose que les autorisations délivrées en application de la législation relative aux établissements classés sont combinées matériellement avec l'autorisation requise en vertu de la législation relative aux émissions industrielles ;

Vu la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux ;

Vu la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement ;

Considérant que l'établissement dispose d'une autorisation valable au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés notamment en application de son article 13bis ; que cet article visait les établissements repris à l'annexe I de la directive 2008/1/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2008 ; que ces établissements sont désormais repris à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles et à l'annexe I de la loi du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles la transposant ; que l'autorisation précitée reste valable au titre de la loi du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles ;

Qu'il y lieu d'adapter l'arrêté ministériel N° 1/98/0145 du 12 mars 2001, délivré par le ministre ayant dans ses attributions l'environnement, tel que modifié par la suite ;



ARRÊTE :

Article 1^{er} :

1) Le texte « L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'exploitation suivantes : » de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel N° 1/98/0145 du 12 mars 2001, délivré par le ministre ayant dans ses attributions l'environnement, tel que modifié par la suite est remplacé par le texte suivant « L'autorisation sollicitée *en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et en vertu de la loi du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles* est accordée sous réserve des conditions suivantes ».

2) Les conditions suivantes sont insérées dans le chapitre VIII de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel N° 1/98/0145 du 12 mars 2001, délivré par le ministre ayant dans ses attributions l'environnement, tel que modifié par la suite :

« 29) Une première fois en 2020 et par la suite tous les cinq ans, la présence de substances dangereuses pertinentes dans les eaux souterraines doit être surveillée par un organisme agréé. Au cas où le rapport de base n'identifie pas de substances dangereuses pertinentes, il peut être renoncé à ces contrôles.

30) Une première fois en 2020 et par la suite tous les dix ans, la présence de substances dangereuses pertinentes dans le sol doit être surveillée par un organisme agréé. Au cas où le rapport de base n'identifie pas de substances dangereuses pertinentes, il peut être renoncé à ces contrôles. »

Article 2:

1) Les informations visées à l'article 13 de la loi du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles ainsi qu'une prise de position par rapport aux conclusions d'une décision d'exécution de la Commission établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) dans le domaine concerné, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles (2012/135/UE) doivent parvenir à l'Administration de l'environnement dans un délai de 2 ans à compter de la publication de cette décision.

Le rapport de base y repris est à élaborer en suivant la Communication de la commission « Orientations de la Commission européenne concernant les rapports de base prévus à l'article 22, paragraphe 2, de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles », publiée le 6 mai 2014 au Journal officiel de l'Union européenne.

Article 3 : Le présent arrêté ministériel est transmis en original à CENTROPLAST EUROPE S.A. pour lui servir de titre, et en copie :


- à l'administration communale de PETANGE aux fins déterminées par l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999.



Article 4 :

Contre la présente décision, un recours peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.

Pour la Ministre de l'Environnement


Monsieur Robert SCHMIT
Directeur de l'Administration de l'environnement